

# Le vaccin est-il la solution : il semble que oui, faute de mieux



Le pouvoir a tout raté dans le traitement de la pandémie Covid-19. Je pourrais refaire l'inventaire des mensonges, contretemps, enfantillages, reniements, coups de gueule jamais suivis d'effet, défaillances de notre administration hypertrophiée. Mais à quoi bon ? Depuis 18 mois, cela a fait l'objet de commentaires interminables dans les médias, sur les plateaux télé. Je retiendrai surtout qu'après la désertion de la ministre de la Santé et les palinodies grotesques et offensantes de Mme Sibeth Ndiaye, le chef et ses ministres se sont moqués de nous en nous traitant comme des gamins immatures. Pour le reste, ils ont été à la hauteur de ce qu'ils sont dans les grandes questions essentielles de notre vie nationale : incompetents et assez lâches. On voulait des jeunes au pouvoir ; on les a, mais ce sont les héritiers des anciens combattants de mai 68, pas ceux des Hussards noirs de la République.

Regarder en arrière permet d'éclairer l'avenir. Mais après le constat énervant des fautes et erreurs du passé, il faut regarder devant ; c'est ça qui compte. Que faire pour essayer de sortir de la situation actuelle ?

Le seul recours semble-t-il actuellement est la vaccination, qui ne met pas à l'abri de tous les risques, mais les réduit considérablement. Alors je reste pantois devant l'hystérie qui s'est emparée d'une partie des commentateurs, connus ou anonymes. Les reproches faits à cette option médicale tiennent pour l'essentiel à deux choses.

D'abord le manque de recul devant les conséquences à long terme de l'inoculation des vaccins. Mais n'en est-il pas ainsi chaque fois qu'on lance un vaccin ? Cette fois les délais ont été très courts certes, mais faut-il reprocher une précipitation débouchant si vite sur une solution que n'osaient espérer les populations ? Souvenons-nous des critiques qui se sont abattues sur les laboratoires Sanofi, incapables, au « pays de Pasteur » de trouver un vaccin en même temps que d'autres. Que de sarcasmes alors, chez nous, pour notre pays, seul membre permanent du Conseil de sécurité hors course. Notre laboratoire national prenait le temps pourtant, ce qu'on souhaite maintenant semble-t-il. Et, contrairement à ce qui est souvent avancé, l'ARN, base de certains vaccins, n'est pas une inconnue. Il y a 20 ans qu'elle est étudiée dans les recherches sur le cancer. Les chercheurs ne partaient pas de zéro.

Ensuite, les atteintes au sacro-saint principe de la liberté individuelle, invoquée dès lors que sont prises des mesures qui tendent à forcer la main des Français pour qu'ils se fassent vacciner. Le « passe sanitaire » est évidemment fait pour ça. Et alors ? Certains rappellent avec juste raison que la liberté des uns finit là où commence celle des autres. On m'interdit de rouler à gauche sur la route, je ne le fais pas ; je veux brûler les mauvaises herbes de mon jardin et ne le fais pas. Je paye des impôts, je n'en ai pas envie. Par

contre, mes petits-enfants ont reçu je ne sais combien de vaccins, sans que le « consentement éclairé » des parents ait joué le moindre rôle. Assez d'hypocrisie ; à l'étranger on ne fait guère mieux. On ne vit pas en société sans certaines contraintes. Hurler à la dictature, invoquer l'apartheid, menacer des élus de mort est tellement outrancier !

Le vaccin est-il une solution ? Il semble que oui, faute de mieux.

Ce qui interroge en fait comme souvent, c'est moins le but des décisions prises que les modalités d'applications. C'est une habitude chez nous de pondre des directives sans s'inquiéter de savoir comment les appliquer. Avec le passe sanitaire, on veut que les responsables privés de lieux publics soient chargés d'une mission de contrôle normalement du ressort de l'autorité publique. Que fera le restaurateur dont un client refusera le contrôle ? En outre on envisage sans état d'âme, contre les propriétaires défaillants, des sanctions d'un niveau que n'encourent même pas les grands délinquants dans ce pays. C'est ça qui me choque le plus.

Mais bien sûr ces débats hystérisés ne s'expliquent que si on admet que nous sommes hors d'une situation sanitaire maîtrisable par le système hospitalier comme en temps normal. Sinon on peut admettre que cette épidémie n'est pas si terrible que ça et qu'on peut ne rien imposer, laisser faire, à quelques mesurées près, patienter jusqu'à l'immunité collective naturelle, et, en attendant, accepter les victimes inévitables qu'elle fera, quitte à aller jusqu'au tri des malades pour ne se consacrer qu'à ceux qui peuvent être sauvés. C'est une autre option.

Mais je trouve indécente cette hystérie à la simple perspective du « passe sanitaire » qui pourrait, temporairement, limiter la liberté de mouvement des non vaccinés. Ça n'a pas de sens. Sauf rares contre-indications médicales, c'est leur choix.

En tout cas cette situation sert M. Macron, car la saturation des médias sur ce thème évite aux Français de trop penser aux problèmes plus vitaux qui assaillent notre pays et qui seront, je l'espère, l'objet essentiel des votes de 2022.

**Général Roland Dubois**